

Juin : le malaise social déborde

Ce mois de juin est marqué par des événements sociaux. Il ne suffira pas au gouvernement de siffler la fin des mouvements.

Fralib : les salarié-es ont fait plier la multinationale Unilever (Lipton et Eléphant)

Face à un plan de fermeture du site Géménos au profit d'une délocalisation de la production, un mouvement s'est enclenché pour la reprise de la production par les salarié-es eux mêmes. Après des mois de tractation, 1336 jours d'occupation des locaux et l'annulation de trois plans de sauvegarde de l'emploi, une campagne publique de soutien et la menace de boycott des nombreux produits Unilever, les salarié-es ont obtenu satisfaction et reprennent maintenant la production dont une partie avec des produits locaux. La direction d'Unilever a cédé sur le montant des indemnités et la reprise des machines.

Les salarié-es ont obtenu satisfaction et reprennent maintenant la production dont une partie avec des produits locaux

Assurance chômage : qui est légitime pour parler pour les chômeur-euses, les précaires et les intermittent-es ?

La renégociation de la convention d'assurance chômage a été l'objet, une fois de plus, d'un chantage sur le dos des personnes les plus concernées. Les licenciements massifs, l'augmentation du chômage mettent à mal l'équilibre des comptes de l'Unedic. On serait surpris du contraire.

Les mêmes qui licencient, qui organisent précarité et sous-traitance notamment dans les industries culturelles, et font de ce fait, baisser le montant global des ressources de l'Unedic, demandent que les chômeurs et chômeuses soient indemnisé-es dans de plus mauvaises conditions, et que les intermittent-es soient compensé-es à la baisse et menacé-es dans leur statut.

Le fait que les principaux intéressé-es soient exclu-es des discussions met en cause la validité de tels accords

Le patronat, la CFDT, la CFTC et FO ont signé la nouvelle convention de l'Unedic et demandent sa ratification par le gouvernement. Pour Solidaires, le fait que les principaux intéressé-es soient exclu-es des discussions met en cause la validité de tels accords.

Rail : les transports publics sont un droit pour toutes et tous

Avec la grève reconductible à la SNCF, les travailleurs et travailleuses du rail combattent les restructurations de l'entreprise, la poursuite de la privatisation du secteur et l'abrogation de la réglementation du travail des cheminot-es. Le gouvernement et l'assemblée nationale doivent prendre en compte les exigences des grévistes : une seule entreprise pour un véritable service public des transports de qualité pour toutes et tous, des moyens pour entretenir et développer le réseau, l'annulation de la dette de la SNCF.

Les grévistes combattent les restructurations de l'entreprise, la poursuite de la privatisation du secteur et l'abrogation de la réglementation du travail des cheminot-es

Le malaise social s'exprime par la lutte

Ces mouvements s'adressent à celles et ceux qui décident aujourd'hui sur l'emploi, les revenus, les services publics : multinationales, patronat, gouvernement, parlementaires.

De nombreux salarié-es font face à des décisions qui mettent en cause leur emploi, leurs moyens de vivre dignement aujourd'hui, ou demain : à Bouygues, à Alstom, à la Seita... Le projet de loi sur la métropolisation organise la mort d'une partie du territoire. Partout, les services publics sont attaqués et des grèves touchent les hôpitaux, La Poste, des Collectivités territoriales, tandis que les actions contre les nouveaux « rythmes scolaires » se poursuivent.

De nombreux salarié-es font face à des décisions qui mettent en cause leur emploi, leurs moyens de vivre dignement

Ce sont les capitalistes qui coûtent cher

Allons-nous attendre l'énième conférence sociale organisée par le gouvernement ? Depuis l'arrivée de Hollande nous avons déjà subi un recul de nos droits à pension, des protections contre les licenciements... nous sommes sous la menace de l'extension du travail le dimanche, de baisse des droits de représentation des salarié-es dans les entreprises...



Plus encore, on nous annonce que le pacte de responsabilité va permettre les investissements et l'emploi. Mais le gouvernement n'envisage rien d'autre que de baisser les cotisations sociales payées par les employeurs qui servent à la sécurité sociale et de diminuer encore les dépenses publiques. Ce pacte n'impose aucune contrainte réelle au patronat, ce sont au contraire la sécurité sociale et les services publics, c'est à dire les biens de tous et toutes, qui vont être mis en danger.

Le pacte de responsabilité n'impose aucune contrainte au patronat, ce sont la sécurité sociale et les services publics qui sont mis en danger

Agir ensemble

Les luttes actuelles montrent qu'il n'y a pas de fatalité. Mais les syndicats doivent le dire aussi haut et fort !

Seule la lutte paye. Ils ne nous laissent aucun autre choix.

Les syndicats qui se trouvent associés par leur signature ou leur soutien à ces politiques contestées ont fait leur choix mais ils peuvent encore décider de prendre en compte les avis des intéressé-es.

Les syndicats qui se retrouvent pour contester localement et nationalement ces politiques doivent travailler ensemble pour proposer les actions les plus efficaces aux salarié-es.

L'Union syndicale Solidaires est prête à agir avec tous, elle l'a fait savoir clairement à plusieurs reprises. Elle réaffirme que quand le patronat et le gouvernement ignorent nos revendications, seule la lutte paye. Ils ne nous laissent aucun autre choix.

C'est le moment !

